

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 16/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAS SGM AGREGATS

La Plantade
81600 BRENS

Références : n°81-CARMIN-2022-67
Code AIOT : 0006804307

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement SAS SGM AGREGATS implanté Gradilles 81310 LISLE SUR TARN. L'inspection a été annoncée le 23/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SGM AGREGATS
- Gradilles 81310 LISLE SUR TARN
- Code AIOT : 0006804307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée est une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers autorisée par arrêté préfectoral en 2004 pour une durée de 25 ans à extraire au maximum 100 000 tonnes annuellement. La carrière fonctionne par campagne durant les mois d'été.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- retour sur l'inspection de 2015

- Exploitation (plan, phasage, bornage)
- Action nationale terres excavées
- Rejets eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Bornage périmètre autorisation	Arrêté Préfectoral du 28/05/2004, article TP 2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 28/05/2004, article PN 6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registres et plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
2	Plan de phasage	Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article CE 7	/	Sans objet
4	Protection de la chapelle	Arrêté Préfectoral du 28/05/2004, article DP 1	/	Sans objet
5	Protection de la chapelle	Arrêté Préfectoral du 28/05/2004, article DP 2	/	Sans objet
6	Aire de ravitaillement	Arrêté Préfectoral du 28/05/2004, article PN 3	/	Sans objet
8	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1	/	Sans objet
9	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet
10	Fronts d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article CE 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été décelée sur le site. Le jour de l'inspection, la carrière n'était pas en activité. L'exploitant devra procéder au bornage du périmètre d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan présenté par l'exploitant date de janvier 2022 et comporte le périmètre d'autorisation, les bords de fouille, les cotes d'altitude et les zones réaménagées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article CE 7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté, la remise en état étant réalisée de façon coordonnée avec l'extraction.
Constats : L'exploitant est actuellement dans la quatrième phase d'exploitation conforme à son plan de phasage. La zone au Nord-Ouest de l'exploitation est actuellement remise en état coordonnée à son exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bornage périmètre autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2004, article TP 2
Thème(s) : Risques accidentels, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue, à ses frais, la délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation. A cet effet, des bornes (ou autres repères fixes) sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant doit veiller à ce que ces repères restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le périmètre d'autorisation n'est pas borné. Lors de l'inspection, une borne a été retrouvée mais ne semble pas correspondre à limite d'autorisation.
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées son plan de bornage dans un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Protection de la chapelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2004, article DP 1
Thème(s) : Risques accidentels, Zone protégée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La protection de la chapelle de Gradille et de son cimetière est assurée par :- le maintien en place d'une zone non exploitée d'une largeur de 40m, située sur les parcelles n°727, 737 et 738;- l'interdiction aux engins d'exploitation et de livraisons d'utiliser le chemin d'accès à la Chapelle de Gradille pendant la durée de l'exploitation.
Constats : D'après le plan d'exploitation et la visite d'inspection, aucune extraction n'a lieu dans une bande de 40 mètres autour de la chapelle à compter des parcelles n°727, 737 et 738. Aucun engin ne circule sur le chemin menant à la chapelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection de la chapelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2004, article DP 2
Thème(s) : Risques accidentels, Zone protégée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dès le début des travaux d'extraction, un merlon d'une hauteur minimale de deux mètres est érigé autour de la chapelle et du cimetière sur la parcelle n°733, en bordure du chemin.
Constats : La parcelle n°733 n'est à ce jour pas exploitée. A ce titre, aucun merlon n'a été mise en place. La parcelle est actuellement une prairie ouverte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Aire de ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2004, article PN 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés :- soit sur une aire fixe étanche entourée par un caniveau et reliée par un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels;- soit sur une aire mobile apportant les mêmes garanties.
Constats : La carrière fonctionne par campagne au cours de l'été. Aucun entretien des engins n'a lieu sur place. Le ravitaillement des engins (chargeuse et dumper) se fait sur une aire mobile comportant bâche et boudins en bord à bord avec cuvette de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2004, article PN 6
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :- le pH est compris entre 5,5 et 8,5;- la température est inférieure à 30°C;les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l- la demande chimique en oxygène (DCO) sur un effluent non décanté a une concentration inférieure à 125 mg/l ; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10mg/l.[...]
Constats : L'exploitant a procédé à 4 analyses en 2022 des eaux collectées dans la "mare" à l'entrée du site (pas de rejets canalisés vers le milieu naturel - infiltration des eaux). L'analyse du 8 septembre 2022 montre une concentration en MES supérieure à la valeur limite (91mg/l). Une contre-analyse sur le mois de décembre a été réalisée (en attente du compte-rendu). Les analyses du 9 mars et 15 juin montrent des résultats conformes sur l'ensemble des paramètres.
Observations : L'exploitant transmettra le compte-rendu de l'analyse de décembre dès sa réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1mois

N° 8 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.
Constats : L'exploitant indique qu'aucun apport de déchets extérieurs n'a eu lieu depuis 2014 (date de rachat de la carrière). Néanmoins, l'exploitant a mis en place un registre chronologique de réception des déchets entrants sur le site pour remblayage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : - la date de réception ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; d) Concernant l'opération de traitement : - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre mis en place comporte les éléments essentiels demandés par la réglementation. Celui-ci sera néanmoins complété avec les informations issues des demandes d'acceptation préalable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Fronts d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2014, article CE 8
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de fronts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]L'extraction des matériaux est réalisée en fouille et à sec, par fronts de taille de hauteur inférieure à 6 mètres. [...]
Constats : Les fronts d'exploitation (d'après le plan et la visite sur site) sont inférieures à 6 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet